



ONU Conseil de sécurité - Briefing MINUSCA

New York, le 20 juin 2023

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général, non seulement de son intervention, mais surtout de son travail précieux au quotidien sur le terrain. Je voudrais aussi remercier la Directrice Exécutive d'ONU Femmes, le Commissaire aux Affaires Politiques, à la Paix et à la Sécurité de la Commission de l'Union Africaine et la Directrice de l'association « Jeunesse en Marche pour le Développement en Centrafrique » de leurs exposés. Je souhaite la bienvenue à la Ministre des Affaires étrangères de la République centrafricaine (RCA), ainsi qu'aux représentants des Etats de la région.

Il ne fait aucun doute que les femmes sont des actrices indispensables pour une paix durable, en Centrafrique comme ailleurs. Pourtant, comme l'a partagé une représentante de la société civile centrafricaine durant la visite du Comité de sanctions en début du mois, « *les femmes centrafricaines sont des piliers de la paix, mais elles sont trop souvent mises à l'écart* ». Nous saluons d'autant plus l'appel de la présidence à porter une attention particulière à l'agenda « Femmes, paix et sécurité » dans nos délibérations aujourd'hui. Il est fondamental que les membres du Conseil incluent et soutiennent l'engagement des femmes pour la paix.

Je me permets donc de choisir un angle « Femmes, paix et sécurité » pour les trois points que je voudrais soulever ici.

Premièrement, pour que la paix s'installe et perdure, les femmes doivent être en première ligne dans tous les processus politiques. Nous notons l'annonce du gouvernement centrafricain d'organiser un référendum constitutionnel, outil de démocratie directe cher à la Suisse. Nous en appelons aux autorités centrafricaines de garantir un processus ouvert, transparent, libre et équitable. Un processus qui assure la participation pleine et entière - égale et significative - des femmes. Il en va de même pour les prochaines élections locales, où les candidates doivent pouvoir se présenter libres de toutes menaces et représailles. À cet égard, nous encourageons le gouvernement à redoubler d'efforts pour la mise en œuvre de la loi sur la parité, qui exige au minimum que 35% des postes politiques soient occupés par des femmes.

Deuxièmement, malgré une amélioration de la situation sécuritaire dans certaines régions, les groupes armés poursuivent leurs actions, comme nous l'avons aussi entendu de la Représentante spéciale. En effet, aux frontières du Soudan et du Tchad, le trafic illicite d'armes, les taxations illégales et les attaques contre la population civile augmentent. Cela rend l'accès humanitaire encore plus difficile. Et une fois de plus, les femmes sont les plus durement impactées. Traditionnellement engagées aux travaux champêtres, elles sont davantage exposées non seulement à la présence d'acteurs armés, mais aussi aux engins explosifs improvisés qui parsèment certaines régions rurales. Nous appelons les autorités centrafricaines à assurer la protection de la population civile et de ses droits. A ce titre, nous saluons les actions du gouvernement en faveur des plus de 13'000 réfugiés et retournés venus du Soudan.

Troisièmement, la lutte contre l'impunité doit être renforcée. Les femmes victimes de violences sexuelles continuent d'être stigmatisées, et ces violations sont souvent réglés en dehors du système judiciaire formel. Pour que cela cesse, il faut renforcer le système de justice ordinaire et la confiance de la population en ce système. Le Ministre d'Etat chargé de la Justice l'a souligné la semaine passée, je cite : « *la justice est un passage obligé de la construction et du renforcement de l'Etat de droit* ». Pourtant, la

Cour Pénale Spéciale manque toujours de ressources. Et la Commission Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation fait face à des lenteurs importantes. Nous encourageons donc le gouvernement et la communauté internationale à soutenir ces institutions qui posent les bases pour la réconciliation et une paix durable dans le pays.

Enfin, la Suisse reste préoccupée par les graves allégations d'exploitation et d'abus sexuels commis par certains casques bleus de la MINUSCA. Nous saluons le grand engagement du Secrétaire général, et surtout de sa Représentante spéciale, en faveur de la tolérance zéro face à de tels incidents.

Monsieur le Président,

Nous ne pourrions consolider la paix, tant que des violences quotidiennes continueront d'affecter la moitié de la population. La réponse à l'insécurité dans le pays passe par des processus politiques inclusifs, et doit reposer sur le droit international, garantissant les droits des femmes et créant un environnement sûr et respectueux pour leur participation. Dans ce contexte, nous soutenons aussi les quatre principes proposés par la Directrice Exécutive d'ONU Femmes. À l'avenir, œuvrons ensemble pour que les femmes ne soient plus des victimes invisibles, mais des actrices reconnues de la paix et de la sécurité en RCA.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr President,

I would like to thank the Special Representative of the Secretary-General, not only for her intervention, but above all for her precious daily work in the field. I would also like to thank the Executive Director of UN Women, the Commissioner for Political Affairs, Peace and Security of the African Union Commission and the Director of the association "Jeunesse en Marche pour le Développement en Centrafrique" for their presentations. I would like to welcome the Minister of Foreign Affairs of the Central African Republic (CAR), as well as the representatives of the States in the region.

There is no doubt that women are key players in the quest for lasting peace, in the Central African Republic and elsewhere. However, as a representative of Central African civil society told the Sanctions Committee earlier this month during its visit, "Central African women are the pillars of peace, but they are too often sidelined". We therefore welcome your call, Madam President, to pay particular attention to the "Women, Peace and Security" agenda in our deliberations today. It is essential that the members of the Council include and support women's commitment to peace.

Allow me to take a "Women, Peace and Security" approach for the three points I would like to raise.

Firstly, if peace is to take root and endure, women must be at the forefront in all political processes. We note the Central African government's announcement to organise a constitutional referendum. This is a tool of direct democracy which is dear to Switzerland. We call on the Central African authorities to guarantee an open, transparent, free and fair process. A process that ensures the full, equal and meaningful participation of women. The same applies to the forthcoming local elections, where women candidates must be able to present themselves free of all threats and reprisals. In this respect, we encourage the government to redouble its efforts to implement the law on parity, which requires at least 35% of political posts to be held by women.

Secondly, despite an improvement of the security situation in certain regions, armed groups continue to operate, as we have also heard from the Special Representative. On the borders with Sudan and Chad, illicit arms trafficking, unlawful taxation and attacks on the civilian population are on the increase. This further hampers humanitarian access. Once again, women are most affected. Traditionally engaged in field work, they are more exposed not only to the presence of armed actors, but also to improvised explosive devices that are scattered throughout certain rural areas. We call on the Central African authorities to ensure the protection of the civilian population and their rights. In this respect, we welcome the government's actions to help the more than 13,000 refugees and returnees from Sudan.

Thirdly, the fight against impunity must be strengthened. Women who are victims of sexual violence continue to be stigmatised, and such violations are often settled outside of the formal justice system. For this to end, the criminal justice system must be strengthened, and public confidence in this system must be increased. As the Minister of State for Justice stressed last week, and I quote: "justice is a prerequisite for building and strengthening the rule of law". Nevertheless, the Special Criminal Court still lacks resources and the Truth, Justice, Reparation and Reconciliation Commission is facing major delays. We therefore encourage the government and the international community to support these institutions, which can lay the foundations for reconciliation and lasting peace in the country.

Finally, Switzerland remains concerned by the serious allegations of sexual exploitation and abuse committed by certain peacekeepers of MINUSCA. We welcome the important commitment of the Secretary-General, and especially of his Special Representative, to ensure zero tolerance for such incidents.

Mr President,

We cannot consolidate peace as long as daily violence continues to affect half the population. The response to insecurity in the country lies in inclusive political processes, based on international law, guaranteeing women's rights and creating a safe and respectful environment for their participation. In this context, we also support the four principles proposed by the Executive Director of UN Women. In the future, let us work together to ensure that women are no longer invisible victims, but recognised players in peace and security in the CAR.

Thank you.